



Jeudi d'Acrimed : Quel projet pour une presse libre ? Avec Pierre Rimbert (11 juin)

- Notre association - Nos activités - Débats et initiatives : annonces et présentations -



Date de mise en ligne : mercredi 10 juin 2015

Description :

Alors que la presse écrite suffoque, que des titres quotidiens survivent grâce à des intraveineuses remplies d'euros, une question s'impose : que faire ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

La presse écrite va mal. Mutations structurelles, coûts de production élevés, apparition et développement massif du numérique, évolution des consommations... les causes sont nombreuses pour expliquer la désertion des kiosques à journaux, et les propositions de transformations sont trop rares. Pour aborder ces sujets, Acrimed invite Pierre Rimbart, journaliste au *Monde Diplomatique*, afin de discuter notamment de ses propositions formulées dans son article [« Projet pour une presse libre »](#).

« Jeudi d'Acrimed »

jeudi 11 juin 2015 à 19 heures

à la Bourse du travail de Paris

3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e

En guise de présentation du débat (par Acrimed)

Alors que la presse écrite suffoque, que des titres quotidiens survivent grâce à des intraveineuses remplies d'euros, une question s'impose : que faire ? Que faire quand les aides à la presse - [ce scandale qui dure](#) - servent les intérêts des capitalistes plutôt que l'intérêt général ? Que faire face à la « loi du marché » quand celle-ci domine les règles élémentaires du pluralisme dans les médias ? Que faire lorsque la publicité qui inonde la presse d'images racoleuses contraint les journaux dans leurs choix éditoriaux ?

Autrement dit, quelles transformations doivent être menées pour produire une information de qualité sans que celle-ci ne soit soumise aux pressions des pouvoirs politique et économique ?

Dans un article publié en décembre 2014 dans *Le Monde Diplomatique* [1], Pierre Rimbart s'interroge : « *sur quelles bases économiques construire un nouveau système respectueux du cahier des charges minimal qu'imposent les leçons de l'histoire, une information conçue comme bien public échappant simultanément aux contraintes économiques et aux pressions politiques de l'État ?* »

Les solutions des « principes » exactement qu'il avance sont pour le moins révolutionnaires et doivent être connues pour être débattues. Elles s'inspirent du mode de financement de la sécurité sociale : ainsi une « *cotisation information* » pourrait alimenter un « *Service commun* » une sorte de mutuelle qui « *procurerait aux journaux imprimés ou en ligne non seulement les imprimeries, le papier, les messageries qui acheminent les liasses, une partie des kiosques, mais également des locaux, des serveurs, des outils de stockage et de diffusion, des moyens de recherche et de développement.* »

Acrimed, [pas avare de propositions sur ces thèmes](#), a invité Pierre Rimbart pour en savoir plus et pour en débattre avec lui.

[1] Et repris [sur notre site](#).